

EST & OUEST

BULLETIN BI-MENSUEL
D'ETUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Téléphone : 387-36-71

SOMMAIRE

GEORGES ALBERTINI. — Les cent jours ..	1	A propos de l'armée polonaise (erratum)	10
NICOLAS TANDLER. — Considérations sur les effectifs du P.C.F. et sa clientèle électorale	4	MICHEL SLAVINSKY. — Les « difficultés de croissance » de l'économie soviétique	11
CLAUDE HARMEL. — Les effectifs du P.C.F. à la Régie Renault	8	YVES CARON. — Les Allemands de Russie	14

Les cent jours

L'IDÉE du titre de cet article m'est venue comme j'achevais la lecture de la réédition du livre célèbre de Fleury de Chaboulon, publié pour la première fois à Londres en 1820, et dans lequel ce modeste sous-préfet de l'Empire, qui allait devenir l'un des plus proches collaborateurs de Napoléon entre son retour de l'île d'Elbe (dans lequel il eut un rôle) jusqu'à la seconde abdication de l'Empereur, dont il fut le témoin fidèle et désolé raconte ce qu'il a vu. Loin de moi, bien entendu, l'idée de faire quelque comparaison que ce soit entre ce qui s'est passé en 1815 et ce qui se passe en 1978. La taille des personnages, des événements, et ce qui était en jeu l'interdit absolument. Mais il m'a semblé qu'en égard aux évolutions de la politique française entre la défaite de la gauche aux élections législatives, et le 14 juillet qui s'approche, il n'était pas interdit de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les quinze dernières semaines afin d'essayer de comprendre ce qui s'est fait, et de réfléchir sur ce qui peut se passer.

Le fait capital, qui s'est vérifié jour après

jour, et que nous avons noté déjà (1), c'est l'effondrement politique de la gauche. Il est bien certain que cet effondrement n'empêchera pas qu'elle revive. Mais, pour le moment, elle est tout à fait en dehors du jeu. On ne voit pas souvent une défaite électorale somme toute limitée, plus qualitative que quantitative, se transformer en désastre politique. Mais on l'a vu, justement, au cours de ces cent jours.

Les succès de la gauche depuis 1973, qu'avait seule interrompus la victoire de M. Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974, reposaient sur une construction qui paraissait solide. Le Parti socialiste, quasi moribond en 1969 quand M. Gaston Defferre était son porte-drapeau, réussissait peu à peu, sous l'habile direction de M. François Mitterrand, à devenir le premier parti de la gauche, et par conséquent pouvait faire croire aux Français qu'un changement de majorité n'entraînerait pas un bouleversement de la société. Le Parti communiste comprenant enfin que la conquête du pouvoir passait nécessairement,

(1) Georges Albertini — « Ce que furent la victoire et la défaite de mars 1978 » — *Est et Ouest* n° 614, 1^{er}-15 mai 1978.

en Europe occidentale, et au moins dans une première phase, par le suffrage universel, entreprenait de modifier son vocabulaire, sa tactique, son image, pour essayer de faire croire qu'il était un parti comme les autres, en tout cas qui ne saurait mettre en péril les institutions démocratiques. Pour qu'il en soit ainsi, le Parti communiste, après une dizaine d'années d'efforts opiniâtres, réussissait à signer avec les socialistes un accord pour un « Programme commun de gouvernement » qui pouvait convaincre toute la gauche française de la possibilité de faire un gouvernement d'union de la gauche, rêve longtemps poursuivi et toujours déçu. Le Parti radical enfin qui, même « de gauche », remplit depuis soixante ans sa fonction de modérateur alternatif de la gauche ou de la droite quand l'une ou l'autre essaye d'aller trop loin et trop vite, achevait de faire croire aux mécontents qu'ils pouvaient traduire leur insatisfaction par un vote d'opposition, sans risque majeur de bouleversement.

C'est tout cela, qui avait fait naître une grande espérance dans l'électorat d'opposition et de mécontentement, qui s'est effondré. Et l'on peut avoir l'image de ce qui était attendu en 1977, et de ce qui est advenu en 1978, en comparant les images de la manifestation du 1^{er} mai 1977 à Paris et celles du 1^{er} mai 1978. La tête de M. Georges Séguy, dans les deux cas, en dit beaucoup plus long que toutes les démonstrations.

J'en reviens à Waterloo, ou plutôt à la bataille de Mont-Saint-Jean, comme disait encore Fleury de Chaboulon. Elle aurait dû n'être qu'une sévère défaite militaire si la panique ne s'était mise dans les rangs français à la suite de graves erreurs de manœuvre des deux principaux adjoints de Napoléon, le Maréchal Ney qui combattit comme un fou, et le Maréchal Grouchy qui manœuvra comme un escargot. Ces erreurs, et la division qui se mit entre les Français, changèrent donc la défaite en catastrophe. Depuis mars 1978, la gauche est en proie aux mêmes errements.

Elle aurait pu réfléchir rapidement aux causes de sa défaite, qui sont aveuglantes pour tout observateur informé et objectif, et essayer de se reprendre. Elle a fait tout le contraire. L'union faisait sa force. Elle l'a brisée avant les élections, l'a ressoudée à la diable et stupidement avant le deuxième tour, et elle l'a taillée en pièces dès le soir même du dernier scrutin. Dans ces cent jours, il ne s'en est pas passé un seul où les communistes, socialistes, radicaux ne se soient jeté à la tête l'accusation : « C'est vous qui êtes responsables de la défaite ». Il va sans dire qu'une pareille campagne, qui est loin d'être close, ne peut que rendre vains tous les efforts déployés depuis dix ans pour faire croire que les trois

partis de gauche pourraient gouverner ensemble. En ce sens, la querelle des responsabilités est suicidaire pour la gauche. Mais suicidaire ou non, elle va se poursuivre, et les temps de l'armistice, condition nécessaire à une reprise de l'union, ne sont pas encore venus.

Ce n'est pas tout. La querelle des responsabilités ne se déroule pas seulement entre les trois partis. Elle fait des ravages, plus ou moins graves, plus ou moins publics, donc connus, dans chacun d'entre eux. Et puisque la mode est à la personnalisation de la loi politique, on voit Marchais contre Elleinstein et Althusser, Mitterrand contre Rocard, Chevènement et Mauroy, Crépeau contre Fabre. Naturellement, tout cela est dans le détail beaucoup plus compliqué, et je le sais parfaitement. Mais ce qui est sûr, c'est que chacun des trois partis était suffisamment homogène et discipliné en mars 1978, et que cent jours plus tard, il donne le spectacle de luttes et d'intrigues innombrables. Celles qui ont le Parti communiste pour théâtre sont, paradoxalement, presque les mieux connues. Mais si l'on regarde le Parti socialiste en juin 1978, il n'est pas exagéré d'écrire que si M. Mitterrand a pu (à tort ou à raison) acquérir la réputation d'être un talentueux descendant de la Florence machiavélique, ses lieutenants, avec d'autres airs, n'ont plus rien à apprendre de lui.

On se tromperait d'ailleurs en pensant que ces querelles opposent seulement des ambitions personnelles, au demeurant normales. Elles opposent des secteurs de chaque parti à d'autres secteurs. Et comme ces oppositions, loin de se limiter aux partis de gauche, s'étendent à la C.G.T., à la C.F.D.T., à la F.E.N., aux partis d'extrême-gauche, on peut se rendre compte que jamais, depuis 1958, l'opposition au régime actuel n'a été ni si divisée, ni si affaiblie, ni si incertaine d'elle-même. Personne n'ignore que certaines des personnalités les plus responsables et les plus capables de l'opposition disent en privé : « S'ils ne font pas trop de bêtises, nous sommes dans l'opposition pour encore dix ans ».

« Ils », c'est-à-dire la majorité qui a gagné les élections — et c'est là le deuxième volet de ce qui s'est passé durant ces Cent Jours.

★★

Là aussi, il y a eu la querelle non pas de la défaite, mais si l'on peut dire de la victoire. Dès le soir du second tour, les inconditionnels du Président de la République lui ont attribué tout le mérite du succès. Ils avaient raison et tort. Ils avaient raison en ce que la logique du régime veut que le président soit en cause à

chaque consultation nationale importante. Si les élections avaient été perdues, cela aurait signifié que le président aurait été battu. Je crois que telle n'est pas l'interprétation qu'il aurait donnée, mais je pense que c'est exactement ce que l'opinion, nationale et internationale, aurait ressenti. Comme l'opposition a été battue, le président a été vainqueur. C'est la loi non écrite de la V^e République, et il est normal qu'il se considère comme durablement renforcé par ce succès. Mais là où ses inconditionnels ont eu tort (qu'on se souvienne par exemple de M. Fourcade au soir du second tour), c'est d'affirmer sans arrêt que le président avait gagné les élections, sans dire un mot de M. Chirac et de M. Barre dont le rôle, dans la victoire, a été déterminant. Le but de cet article n'étant pas de décerner des médailles, et de savoir si l'activité exemplaire et inlassable du premier pendant un an, a été efficace que la solidité polémique et l'assurance du second dans le dernier mois, on ne poussera pas plus loin cette analyse. Mais personne ne peut douter que les divisions de la majorité qui auraient pu se résorber grâce à la victoire, ont été attisées et aggravées par une présentation volontairement polémique des mérites des uns et des autres. A gauche, le temps de l'armistice n'est pas venu comme on l'a dit plus haut. Du côté de la majorité, celui de la justice, celui de l'équité n'est pas venu non plus, et tant qu'il ne le sera pas, on peut craindre que les fissures dans l'édifice majoritaire ne s'élargissent au lieu de se boucher.

Ces querelles ont été avivées par des divergences sur l'attitude à tenir à l'égard de la gauche vaincue (2). Le président, fidèle à une attitude définie en 1974, a fait à la gauche de nouvelles ouvertures, pour arriver à changer les rapports de guerre civile entre la majorité et l'opposition. En agissant ainsi, il est certainement dans son rôle car il est le président de tous les Français. Mais les efforts faits dans ce sens jusqu'à maintenant ont échoué, et ont été assortis de tels commentaires, non pas de sa part, mais de celle de certains de ses partisans, qu'ils ont contribué un peu plus à diviser la majorité. En effet, on a pu laisser croire que plus qu'un ralliement d'une partie de l'opposition à tel ou tel aspect de la politique présidentielle, il était au fond question d'une vaste opération politique dont l'objectif final aurait été un changement de majorité. Et comme en politique les apparences ont autant d'importance que la réalité, le fait est qu'une partie non seulement de la majorité, mais de son électorat, a pu s'interroger à ce sujet. Il en résulte que l'effort de normalisa-

tion politique tenté par le Président de la République n'a pas désarmé l'opposition, mais a inquiété (peut-être à tort, ce serait tout un débat très difficile dans l'ignorance où il est normal que l'on soit de certaines pensées du Chef de l'Etat) une partie de la majorité. Cela joint aux rivalités personnelles que chacun connaît, et qui sont le lot quotidien de la politique depuis qu'elle existe, compose un ensemble préoccupant quant à la solidité de la coalition majoritaire.

Enfin, et ce n'est pas le moindre, le gouvernement, à l'appel de M. Raymond Barre, s'est engagé dans une politique économique libérale qu'il faut bien appeler ainsi, même si le Premier ministre tient à ce qu'on ajoute qu'il ne s'agit pas du libéralisme sauvage du siècle dernier (mais qui y songe vraiment?). Là, il faut être clair. En engageant l'économie française sur cette voie, le Premier ministre interprète correctement le résultat des élections. En votant pour la majorité, les Français ont voté pour une économie non collectivisée, non bureaucratisée, même pas socialisée, c'est-à-dire pour une économie libérale moderne, une économie que j'appellerai contre-révolutionnaire, même si le mot déplaît parce que tout le monde frémit à la pensée qu'on pourrait le prendre pour un Chouan, alors que tout le monde politique se veut descendant des « bleus » de la Révolution française.

Or, si cette économie apparaît effectivement comme la seule capable d'assurer le développement du pays et le bien-être des Français, il est vrai qu'elle ne peut fonctionner que si le pays le veut. Elle suppose le civisme du patronat pour limiter au maximum les hausses de prix et pour prendre les risques nécessaires à une politique active d'investissements. Elle suppose le civisme des dirigeants syndicaux pour maintenir dans des limites raisonnables les augmentations de salaires sous peine de relancer l'inflation. Elle suppose que le gouvernement se rende compte qu'il ne suffit pas d'expliquer que la hausse des prix des services publics est une nécessité pour qu'elle devienne indolore, et, en conséquence, qu'il fasse toujours le maximum sur le plan social pour aider ceux qui méritent de l'être, et ils sont des millions.

A cet égard, le Président de la République a très heureusement complété sa conférence de presse en ajoutant, au dernier moment semble-t-il, un ensemble de propositions sur la participation, le capitalisme populaire, qui sont l'indispensable complément à la politique d'austérité du gouvernement. Peu importe de savoir si ces propositions sont suffisantes, et même si elles sont exactement celles qu'il faudrait faire. Ce qui compte, c'est qu'elles soient faites, car elles peuvent non seulement aider à ce qu'existent de meilleurs rapports entre les groupes de la majorité, mais aussi montrer

(2) Georges Albertini — « Ce que furent la victoire et la défaite de mars 1978 » — *Est et Ouest* n° 614, 1^{er}-15 mai 1978.

à des secteurs de l'opinion qui refusent les bouleversements mais souhaitent des réformes réelles et raisonnables, qu'ils peuvent les obtenir de ceux qui dirigent actuellement le pays.

Le principal serait dit sur ces Cent Jours (d'où l'on a volontairement exclu tout ce qui se rapporte à la politique étrangère et militaire) s'il ne restait pas sinon l'essentiel dans le moment présent, du moins ce qui pourrait l'être dans quelques mois.

L'opposition de gauche n'a qu'un espoir : l'aggravation de la situation économique provoquant, si elle est assez sérieuse, une explosion sociale. Elle le sait, et donc on peut compter qu'elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour rendre impossible une amélioration. Elle compte en particulier sur une augmentation massive du chômage pour aviver le mécontentement, et préparer de graves mouvements, même s'il est constant que les périodes de chôma-

ge massif ne facilitent pas le déclenchement des conflits sociaux généralisés. Les Français ne supporteraient qu'avec difficulté que le redressement économique soit payé par une forte aggravation du chômage. Le président Pompidou aimait à dire que les Français ne le supporteraient pas. En parlant ainsi, il ne les approuvait pas, il le constatait. En ce sens, le R.P.R. a sûrement raison de dire que la lutte contre le chômage est une tâche prioritaire, non seulement sur le plan humain (qui est fondamental), mais sur le plan politique, parce que c'est la meilleure défense contre une résurrection de l'opposition socialo-communiste. Ceux qui ont la lourde responsabilité des affaires de la France, et dont il faut vouloir le succès, ne perdraient rien à montrer, plus encore qu'ils ne le font, qu'ils le comprennent et qu'ils agiront en conséquence.

Georges ALBERTINI.

Considérations sur les effectifs du P. C. F. et sa clientèle électorale

LE P.C. prétendait avoir (*l'Humanité*, 10 janvier 1978) 632.814 adhérents au 31 décembre 1977. Il n'existe pratiquement aucun moyen de vérifier l'exactitude de ce chiffre. Toutefois, pour illustrer l'immense campagne de recrutement menée depuis 1974 — avec l'ambition d'arriver au million — *l'Humanité* a fourni périodiquement des informations sur les effectifs par département. D'où une possibilité de recoupement et de comparaison.

Malheureusement, il n'y a pas d'éléments chiffrés pour tous les départements. Pour 27 d'entre eux, on ne dispose sur les derniers mois d'aucun nombre utilisable. Il s'agit de :

06 - Alpes-Maritimes ; 14 - Calvados ; 15 - Cantal ; 16 - Charente ; 20 - Corse du Sud ; 24 - Dordogne ; 26 - Drôme ; 27 - Eure ; 29 - Finistère ; 37 - Indre-et-Loire ; 39 - Jura ; 40 - Landes ; 43 - Haute-Loire ; 50 - Manche ; 53 - Mayenne ; 54 - Meurthe-et-Moselle ; 56 - Morbihan ; 58 - Nièvre ; 61 - Orne ; 64 - Pyrénées-Atlantiques ; 72 - Sarthe ; 81 - Tarn ; 84 - Vaucluse ; 85 - Vendée.

D'autre part, on se trouve souvent en présence de plusieurs chiffres pour le même département. Ainsi *l'Humanité* annonce 820 adhérents pour l'Ain le 15 décembre 1977, qui deviennent, au 4 janvier 1978... 3.400. Dans les Côtes-du-Nord, le quotidien communiste dénombre 14.280 communistes le 28 novembre 1977, à l'occasion de la tournée d'inspection de

l'appareil du P.C. local par Gaston Plissonnier, accompagné de trois sous-inspecteurs du Comité Central. Il n'en trouve plus que 5.080 le 6 décembre, et 5.133 le 7 juin 1978 (bilan pour l'année 1977). En Seine-Maritime, il annonce le 9 novembre 1977, 7.600 adhérents, qui ne sont plus que 3.200... le 30 du même mois. Et il ne s'agit pas là de confusions possibles avec les « nouveaux adhérents », dont le nombre est indiqué constamment, du village à la métropole, par *l'Humanité*, presque toujours sans référence aux adhérents déjà inscrits, ce qui rend toute comparaison sans objet.

Au bénéfice du P.C.F., il n'a été tenu compte dans les tableaux ci-dessous que du chiffre le plus élevé mentionné par le P.C.F. Les documents suivants ont été utilisés :

1. — Pour les pourcentages de voix communistes sur les suffrages exprimés, en l'absence de la collation officielle par le ministère de l'Intérieur (« *Les élections législatives* », diffusée par la Direction de la Documentation française), non encore disponible à ce jour, et du numéro spécial de *Cahiers du Communisme*, la revue du P.C.F., qui tire après chaque consultation le bilan communiste chiffré du vote, également non paru, nous avons utilisé les *Dossiers et Documents du Monde* : « *Les élections législatives de mars 1978* » — supplément. Des réserves doivent être exprimées quant à ce dossier, on y relève en effet plusieurs erreurs qui ont été rectifiées

dans la mesure du possible, si d'autres sources étaient disponibles.

2. — Pour les effectifs du P.C.F., la seule référence a été *l'Humanité* de la fin de l'année 1977 et du début de 1978. Seuls 72 départements ont pu être répertoriés (sur 96, compte tenu de la division récente de la Corse). Il n'a été retenu que les seuls chiffres indiquant le nombre d'adhérents

quand il était certain qu'il s'agissait des effectifs globaux, et non des « *adhésions nouvelles* ».

Le tableau qui suit donne donc les effectifs par département (pour 72 d'entre eux) suivis de la date de *l'Humanité* où l'indication a été trouvée. Les départements sont classés par ordre d'importance des effectifs du P.C.

Paris	75	30.879	H. 30/12/77	Loire-Atlant.	44	5.000	H. 11/11/77	Ariège	09	1.730	H. 17/12/77
Seine-St-Denis	93	28.000	H. 18/11/77	Cher	18	5.000	H. 19/01/78	Eure-et-Loire	28	1.700	H. 15/12/77
Val-de-Marne	94	27.016	H. 23/12/77	Saône-et-Loire	71	5.000	H. 03/12/77	Vosges	88	1.620	H. 19/12/77
Hauts-de-Seine	92	27.000	H. 23/12/77	Puy-de-Dôme	63	5.000	H. 29/12/77	Lot	46	1.600	H. 17/12/77
Nord	59	25.067	H. 23/12/77	Oise	60	5.000	H. 08/12/77	Maine-et-Loire	49	1.500	H. 07/12/77
Bouches-du-Rhône	13	25.000	H. 06/01/78	Moselle	57	4.000	H. 19/12/77	Htes-Alpes	05	1.400	H. 05/01/78
Pas-de-Calais	62	15.000	H. 14/12/77	Htes-Pyrén.	65	4.000	H. 16/12/77	Tarn-et-Garonne	82	1.332	H. 17/12/77
Rhône	69	11.550	H. 31/12/77	Essonne	91	3.800	H. 27/12/77	Aveyron	12	1.300	H. 17/12/77
Hte-Garonne	31	10.000	H. 31/12/77	Pyrén.-Orient.	66	3.670	H. 20/12/77	Deux-Sèvres	79	1.250	H. 08/12/77
Hérault	34	10.000	H. 23/12/77	Ain	01	3.400	H. 04/01/78	Haute-Marne	52	1.200	H. 20/02/78
Gironde	33	10.000	H. 20/02/78	Savoie	73	3.100	H. 04/01/78	Aude	11	1.110	H. 20/12/77
Val-d'Oise	95	9.300	H. 22/12/77	Yonne	89	3.000	H. 03/12/77	Corrèze	19	1.100	H. 12/12/77
Gard	30	8.633	H. 20/12/77	Indre	36	3.000	H. 02/12/77	Haut-Rhin	68	1.100	H. 10/12/77
Seine-Maritime	76	8.015	H. 14/12/77	Hte-Savoie	74	2.988	H. 04/01/78	Côte-d'Or	21	1.050	H. 27/12/77
Yvelines	78	8.000	H. 24/12/77	Ardèche	07	2.840	H. 04/01/78	Charente-Maritime	17	1.000	H. 08/12/77
Isère	38	8.000	H. 02/01/78	Doubs	25	2.700	H. 09/12/77	Hte-Vienne	87	1.000	H. 12/12/77
Somme	80	6.500	H. 29/11/77	Vienne	86	2.500	H. 08/12/77	Ardennes	08	750	H. 31/01/78
Seine-et-Marne	77	6.120	H. 26/12/77	Aube	10	2.500	H. 13/02/78	Loir-et-Cher	41	700	H. 15/12/77
Loire	42	6.049	H. 07/03/78	Meuse	55	2.200	H. 21/02/78	Bas-Rhin	67	633	H. 10/12/77
Var	83	6.000	H. 14/06/77	Hte-Corse	20	2.150	H. 04/01/78	Ille-et-Vilaine	35	580	H. 06/12/77
Allier	03	6.000	H. 23/11/77	Aisne	02	2.107	H. 29/11/77	Lozère	48	500	H. 20/12/77
Lot-et-Garonne	47	5.370	H. 10/11/77	Gers	32	2.100	H. 17/12/77	Haute-Saône	70	350	H. 09/12/77
Loiret	45	5.200	H. 02/12/77	Alpes-de-Hte-Prov.	04	1.900	H. 05/01/78	Belfort	90	300	H. 09/12/77
Côtes-du-Nord	22	5.133	H. 07/06/78	Creuse	23	1.763	H. 12/12/77				
Marne	51	5.000	H. 29/12/77								
TOTAL : 416.345 pour 72 dép.											

Au total 416.345 adhérents (au maximum) dans 72 fédérations départementales, ce qui donne une moyenne par département de 5.782 adhérents. On aurait ainsi à l'échelon national $5.782 \times 96 = 555.072$, chiffre inférieur de 12,2 % à celui donné par le P.C.F. au 31-12-1977, soit 632.814.

Bien entendu, ce calcul est tout à fait théorique. Il est très vraisemblable que le nombre des adhérents est inférieur à la moyenne départe-

mentale des 72 départements étudiés dans les 24 départements pour lesquels nous n'avons pas trouvé d'indications.

LA RELATION ADHÉRENTS-ÉLECTEURS

Prenons ces effectifs officiels et rapportons-les aux suffrages recueillis par le P.C.F. en métropole au premier tour des élections législatives, le 12 mars 1978. 632.814 adhérents

au P.C.F. d'une part, 5.870.402 électeurs communistes de l'autre. La proportion est *d'un adhérent pour 9,2 électeurs du P.C.F.*

C'est considérable. Un adhérent — s'il est militant — peut voir dix personnes, s'entretenir avec elles. D'où semble-t-il la solidité de l'électorat communiste. Toutefois, la comparaison entre l'influence électorale — donnée par le % des suffrages obtenus par le P.C. dans chaque département — et le rapport adhérents, suffrages communistes paraît indiquer qu'il n'y a pas de rapport étroit entre le nombre des adhérents et celui des électeurs.

A partir de ces constatations, on peut établir ce qui suit.

Tableau 2. — Rapport électeurs-adhérents 1^{er} tour élections législatives 12 mars 1978

Suffrages P.C. % sur suffrages exprimés	1 adhérent du P.C. pour x suffrages communistes
Au-dessus de la moyenne nationale 20,6 % et 1 à 9,2	
Seine-Saint-Denis 37,9	1 pour 5
Gard 33,7	Paris
Haute-Vienne 33,7	1 pour 5,5
Cher 33,0	Hauts-de-Seine
Bouches-du-Rhône 31,7	1 pour 6
Allier 31,0	Val-de-Marne
Somme 30,5	Lot-et-Garonne
Pyrénées-Orient. 30,2	Haute-Corse
Pas-de-Calais 29,9	1 pour 6,9
Val-de-Marne 29,4	Meuse
Aisne 28,9	1 pour 7
Seine-Maritime 28,2	Haute-Vienne
Corrèze 27,9	Hautes-Pyrénées
Essonne 26,6	Haute-Garonne
Indre 26,4	Lozère
Creuse 26,5	1 pour 7,7
Val-d'Oise 26,3	Seine-Saint-Denis
Nord 26,3	1 pour 8
Aude 25,9	Bouches-du-Rhône
Ariège 25,4	Hérault
Alpes de Hte Prov. 25,4	Hautes-Alpes
Ardennes 25,3	Gers
Hérault 25,2	1 pour 8,5
Vaucluse 24,9	Savoie
Hauts-de-Seine 24,3	1 pour 9
Marne 24,2	Alpes de Hte Prov.
Var 24,0	Ain
Oise 23,9	
Isère 23,5	
Hautes-Pyrénées 23,4	
Lot-et-Garonne 23,2	
Alpes-Maritimes 22,3	
Charente 22,2	
Côtes-du-Nord 22,1	
Meurthe-et-Moselle 21,8	
Yonne 21,1	
Seine-et-Marne 20,8	
Sarthe 20,8	
Nièvre 20,7	
Eure 20,7	
Loire 20,6	Moyenne nationale

AU-DESSOUS DE LA MOYENNE NATIONALE

Haute-Marne 20,4	1 pour 9,7
Loiret 20,4	Lot
Hautes-Alpes 19,6	1 pour 10
Ardèche 19,2	Ardèche
Aube 19,2	Rhône
Charente-Maritime 19,2	Gironde
Haute-Garonne 19,0	Haute-Savoie
Tarn-et-Garonne 18,7	1 pour 10,6
Yvelines 18,6	Loiret
Saône-et-Loire 18,5	1 pour 10,4
Jura 18,3	Puy-de-Dôme
Rhône 18,1	1 pour 11
Gironde 18,0	Gard
Loir-et-Cher 17,8	Cher
Drôme 17,7	Allier
Landes 17,3	Val-d'Oise
Puy-de-Dôme 16,7	Aube
Vienne 16,6	Saône-et-Loire
Ain 16,5	1 pour 12
Haute-Corse 16,5	Indre
Tarn 16,2	Ariège
Eure-et-Loir 16,0	Isère
Gers 16,0	Yonne
Lot 16,0	Yvelines
Savoie 15,8	Doubs
Moselle 15,7	Loire-Atlantique
Paris 15,6	1 pour 12,6
Finistère 15,5	Loire
Doubs 15,0	1 pour 13
Corse/Sud 14,8	Pyrénées-Orient.
Indre-et-Loire 14,3	Creuse
Cantal 14,0	Marne
Côte-d'Or 14,0	Seine-et-Marne
Haute-Savoie 13,7	Vienne
Meuse 13,5	1 pour 14
Morbihan 13,1	Somme
Calvados 13,1	Nord
Pyrénées-Atlant. 13,0	Var
Vosges 12,7	Aveyron
Belfort 12,6	Deux-Sèvres
Loire-Atlantique 12,1	Côtes-du-Nord
Haute-Saône 12,0	1 pour 15
Aveyron 11,6	Pas-de-Calais
Maine-et-Loire 10,1	Oise
Orne 10,1	Tarn-et-Garonne
Ille-et-Vilaine 9,4	1 pour 16
Vendée 9,4	Meurthe-et-Moselle
Deux-Sèvres 9,2	1 pour 17
Haute-Loire 8,8	Eure-et-Loir
Lozère 8,3	Vosges
Manche 8,2	1 pour 19
Haut-Rhin 6,7	Haute-Marne
Bas-Rhin 6,5	Moselle
Mayenne 6,0	Haut-Rhin
	1 pour 22
	Seine-Maritime
	1 pour 23
	Maine-et-Loire
	1 pour 27
	Belfort
	1 pour 31
	Côte-d'Or
	1 pour 32
	Essonne
	1 pour 39
	Corrèze
	Aude

1 pour 41
Aisne
1 pour 42
Loir-et-Cher
1 pour 44
Haute-Saône
1 pour 46
Bas-Rhin
1 pour 53
Ardennes
Charente-Maritime
1 pour 63
Puy-de-Dôme

Le « rendement » de l'adhérent sur les électeurs ne correspond pas aux scores électoraux, dans l'ensemble (sauf exceptions, ainsi le Bas-Rhin, qui a un adhérent pour 46 électeurs, et 6,5 % des suffrages exprimés, ou, dans une situation inverse, le Val-de-Marne, un adhérent pour 6 électeurs et 29,4 % des suffrages exprimés). Paris, au 68^e rang pour le % des suffrages exprimés, occupe le premier pour le nombre de communistes : un pour cinq électeurs. Les effectifs du P.C. ne sont pas connus en Mayenne, département où il y a la plus faible proportion d'électeurs communistes.

REMARQUES

Le département de France qui compte le moins d'électeurs communistes est la Mayenne. Le nombre des adhérents au P.C. n'y est pas connu. On peut sans grand risque admettre qu'il ne doit pas être considérable. Néanmoins, c'est précisément la Mayenne qui fournit une démonstration exemplaire du fait que l'électorat communiste ne dépend pas que de l'implantation de l'appareil partisan et de ses résultats effectifs. Dans les mémoires de Charles Tillon, ancien dirigeant du P.C. exclu en juillet 1970, (« *On chantait rouge* », R. Laffont, 1977), l'ex-mutin de la Mer Noire relève qu'en 1924, à la veille des élections législatives de cette année-là, la Mayenne « ne comptait pas trois douzaines d'adhérents, presque tous cheminots ».

La situation, pour la gauche et l'extrême-gauche en général, apparaissait si peu favorable que « même le cartel des radicaux et socialistes renonçait à présenter des candidats ». A la surprise générale, le soir du dépouillement, on dénombrait 5.100 voix communistes, 30 % des suffrages exprimés. Le vide causé par la défection radicale et socialiste avait été comblé par le P.C., en dépit de la quasi-inexistence de son organisation.

La circonscription de France comptant le moins d'électeurs ne se situe pas en Mayenne, mais en Ille-et-Vilaine, à Vitré et cantons avoisinants (3^e circ.) où l'on ne relève que 3,5 % de suffrages P.C. La moyenne du département atteint 9,4 %. On s'étonnera ainsi moins de trouver l'Ille-et-Vilaine à l'avant-dernier rang du

classement selon le nombre d'adhérents du P.C. par rapport aux électeurs inscrits.

On sait que le Val-de-Marne, l'ancienne Seine-Sud du P.C., est la fédération de Georges Marchais et que le secrétaire-général y a son bastion. Les responsables du parti y déploient des efforts particuliers pour en faire la fédération exemplaire, à l'avant de l'avant-garde ». En dépit de leur acharnement, le Val-de-Marne n'arrive qu'au dixième rang pour le pourcentage des bulletins P.C. par rapport aux suffrages exprimés. Pourtant, au plan du militantisme, les activistes du sud parisien talonnent immédiatement la Seine-Saint-Denis pour le nombre d'électeurs inscrits par membre du P.C., la Seine-Saint-Denis obtient cependant pour le P.C. 37,9 % de suffrages exprimés contre 29,4 % en Val-de-Marne.

La Mayenne et le Val-de-Marne, exemples extrêmes, indiquent que le travail de l'appareil et le résultat de ses campagnes d'adhésions ne constituent pas l'élément essentiel des résultats électoraux du P.C.F. Cette constatation se vérifie à Paris.

En effet, la capitale a le plus grand nombre d'adhérents du P.C.F., devançant nettement Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne. Paris n'occupe néanmoins que le 68^e rang pour le nombre de suffrages communistes par rapport aux exprimés. La proportion anormalement forte de membres du P.C. à Paris s'explique certes par un grand nombre de facteurs (présence du siège du parti, proportion d'intellectuels influencés par le P.C., traditions, etc.) mais, du fait de la modification sociologique intervenue les vingt dernières années à Paris, elle est devenue à la limite compromettante pour la prétention de la direction communiste à représenter la « classe ouvrière ». Il se pourrait que, dès 1978, la Fédération de Paris du P.C.F. cesse, pour la première fois depuis la création du P.C., d'être la première par le nombre. (*L'Humanité* du 3 mai 1978 a publié un article intitulé « Vers les 35.000 (adhérents du parti) dans le Nord », ce qui ne peut qu'apparaître que comme un défi, difficilement relevable, pour les Parisiens, qui se comptaient à 30.879 communiste le 30 décembre 1977).

Nicolas TANDLER.

EST & OUEST
Abonnement annuel — France : 115 F.
Marché Commun : 152 F.
Etranger : 180 F.
Supplément avion : + 30 F.
est édité par
Le Centre d'Archives et de Documentation
86, boulevard Haussmann - Paris 8^e
C.C.P. PARIS 8477-17

Les effectifs du P.C.F. à la Régie Renault

L'*HUMANITÉ* du 26 mai 1978 annonçait que la « journée de renforcement du parti », précédée par la diffusion d'un « *Appel des 2.000 communistes de Billancourt* », avait permis de faire adhérer 45 nouveaux au Parti. Du coup, la section communiste avait d'ores et déjà atteint un nombre d'adhérents supérieur à celui de la fin 1977.

Deux mille adhérents chez Renault à Billancourt, ce n'est vraiment pas beaucoup pour l'usine qui passe pour une des forteresses industrielles du P.C.F. Pourtant, on se méfie : les nombres que fournit le Parti sont bien souvent amplifiés pour les besoins de la propagande. En serait-il de même de celui-ci ? La méfiance est accrue du fait qu'on doit le plus souvent se contenter d'informations du genre de celle-ci. Le 15 mars 1974, *l'Humanité*, rendant compte du gala de clôture de remise des cartes 1974, organisé par la section Renault-Billancourt, rapportait que la section avait fait 234 adhésions nouvelles pour 1974, soit 42 de plus qu'en mars 1973 et qu'elle comptait ainsi au début de mars plus d'adhérents qu'en 1973 à la même date. (Ce qui, en définitive, voulait dire que, bien qu'ayant fait 234 adhésions nouvelles, la section ne comptait pas beaucoup plus d'adhérents qu'en 1973, les départs ayant à peu près compensé les arrivées).

LA SITUATION A RENAULT-BILLANCOURT

Un document récent nous permet de penser que le nombre avancé — 2.000 — correspond à la réalité, mais il permet aussi de se faire une idée assez précise de cette réalité.

Il s'agit du *Bulletin financier*, publié sur deux pages ronéotypées par la trésorerie de la section Renault du Parti communiste français, le 30 janvier 1978.

La première page est réservée aux commentaires. Le bilan financier pour 1977 a été, nous dit-on, « *sensiblement positif* ». « *Néanmoins, la réalisation des différentes initiatives politiques des cellules durant l'année ont (sic) pu, dans certains cas, être freinées par le manque de dynamisme au sein des cellules sur le combat financier* ».

« *Malgré nos efforts envers l'information aux trésoriers de cellule, on constate que le nombre de timbres effectivement réglés n'a pas atteint l'objectif très raisonnable de 1.200 timbres par mois. Nous sommes arrivés à 860 timbres par mois, soit une très légère augmentation par rapport à 1976* ».

On le verra en analysant le tableau qui forme la seconde page du document et qui est reproduit ci-après : la section comptait 1.965 inscrits en 1977. Sagesse de ce trésorier qui

considère normal que, sur 5 adhérents, il n'y en est que 3 qui payent leur timbre mensuel. Amertume du même qui constate qu'il y a à peine un sur deux à le faire.

Encore n'est-il pas sûr que ces timbres aient été placés ! En effet, « *les trésoriers de cellule, ainsi que les responsables de cellule doivent apporter une attention particulière à leur gestion. Nous attendons les règlements de dettes des trésoriers de cellule afin d'éviter, dans la mesure du possible, le gonflement catastrophique des dettes de cellule. D'autre part, cela porte un grave préjudice aux finances de la section. Des cellules ont assuré leur règlement des dettes de 1977 : Le Gall, Godeau, Sampaix, Thaelmann, R. Rolland, Gaston et d'autres encore !... Chaque dette réglée apporte à notre parti un combat plus intense face à l'échéance politique de mars 1978* ».

On remarquera, à la fin, cette façon de citer en exemple les cellules « méritantes », application du principe communiste des stimulants psychologiques (appel à l'émulation, à l'amour-propre) pour exciter l'activité plutôt qu'à des « stimulants matériels ».

SOUSCRIPTION

On trouve une autre application de cette méthode dans le même texte. Il s'agit de la souscription ouverte pour assurer le succès des candidats communistes au premier tour des législatives :

« La trésorerie de section a proposé l'objectif de 10 millions d'A.F.

« Chaque communiste doit prendre à cœur son objectif personnel de 50 F., qui peut être soit versé ou collecté dans son entourage.

« D'autre part, les membres du Comité de section doivent impulser l'initiative des cellules en versant un don personnel ou bien en sollicitant les travailleurs d'une somme fixée à 100 F.

« D'ores et déjà, cette grande initiative a démarré. Plusieurs membres du Comité de section ont versé. Des cellules se sont particulièrement distinguées : Rouques, W. Rochet, R. Rolland, Ibarruri, Courtade, Croizat, Kermen, qui ont déjà engagé la souscription ».

Dix millions d'anciens francs pour environ 2.000 adhérents, ce n'est pas beaucoup. Quelque chose comme 50 francs par adhérent. Il est vrai que le trésorier a une connaissance fort précise du zèle financier des militants, et qu'elle ne l'incite pas à l'optimisme (1).

(1) Il y a environ 32.000 salariés à Renault-Billancourt.

Le tableau qu'il a dressé de « l'état des cotisations sur l'année 1977 » est en effet éloquent.

ÉTAT DES COTISATIONS POUR L'ANNÉE 1977

1 : Effectifs

2 : Nombre de timbres

3 : Moyenne par communiste, sur l'année

	1	2	3		1	2	3		1	2	3
V. COUTURIER	23	17	0,7	ALLEGOT	39	137	3,5	DELAUNE	15	164	10,9
RIEU	18	18	1	TOULZA	18	39	2,2				
DUCLOS	29	13	0,4	DIMITROV	33	90	2,7	COMMUNE de P.	34	300	8,8
LEGER	18	97	5,4	LABROCHE	29	212	7,3	LEGALL	35	225	6,4
HADJ	31	64	2	A. CABRAL	28	113	4	THAELMANN	49	465	9,5
CARON	54	12	0,2	GRAMSCI	12	28	4,6	F. GASTON	36	337	9,4
BALLU	48	197	4					SAVIGNAC	31	300	9,7
AUDIN	18	12	0,7	BAREL	14	58	4,1	IBARRURI	29	233	8
MAHJOUB	25	107	4,3	CATELAS	11	12	1	VARLIN	21	139	6,6
BEN BARKA	5	0	0	BOURDENET	23	195	8,5				
POPEREN	21	14	0,7	BARBUSSE	27	45	1,7	ARAGON	10	127	12
				PERI	45	179	4	PICASSO	12	133	11
COSTES	37	126	3,4	KAHN	27	54	2	ROSENBERG	6	32	5,3
DECOUR	48	32	0,7	FRACHON	23	22	1	KERMAN	20	215	10,8
ROUQUES	43	102	2,4	MONMOUSSEAU	34	306	9	COURTADE	27	298	10,7
SABATIER	28	137	4,9	LÉNINE	14	109	7,8	GAUTIER	6	78	12
LEMARCHAND	19	211	11	DALLIDET	16	69	4,3	GAGARINE	10	79	7,9
POCHARD	55	20	0,4	CORVALAN	11	125	11,4				
				LASMARIE	11	73	6,6				
A. GODEAU A.	18	237	12	SCHMITZ	10	64	6,4	KATZ	27	0	0
A. GODEAU B.	10	94	9,4	R. ROLLAND	22	236	10,7	CHOBEAUX	25	275	11
A. GODEAU N.	42	272	6,5	BEC	14	92	6,6	THOREZ	6	80	12
HENAFF	23	136	5,9	27 JUIN	8	52	6,5	CROIZAT	4	12	3
				E. TRIOLET	16	179	11,2	LABOURÈCHE	12	11	0,9
MULLER	22	218	9,9	VERCORS	25	234	9,4	PUZZIOLI	21	26	1,2
CHEZE	4	0	0	HO-CHI-MINH	10	108	10,8	TALL-ALL-Z	18	0	0
VOLKOV LANVIN	15	116	7,7	FEIX	6	4	0,7				
				SAMPAIX	13	88	6,8	P. SÉMARD	12	12	1
V. JARA	21	0	0	CHATEAUBRIAND	15	174	11,5	CASANOVA	27	52	1,9
W. ROCHET	18	18	1	22 ^e CONGRES	17	93	5,5	TIMBAUD	16	55	3,4
COUSIN	19	30	1,6	GRIMEAU	10	58	5,8	KOMAROV	11	0	0
CACHIN	38	142	3,7					FREMONT	11	58	5,3
ENGELS	10	82	8,2	FABIEN	27	276	10,2	BELOYANNIS	2	48	12
LURCAT	8	14	1,8	BERNARD	38	318	8,4	TERECHKOVA	9	8	0,9
								L. MICHEL	10	120	12
								G. MOQUET	14	63	4,5
									1965	5,24	

LES NOMS DES CELLULES

Il y aurait une étude à faire sur les noms donnés à ces quatre-vingt quinze cellules.

D'abord, pourquoi un nom qui rappelle une personne ou, à la rigueur, un événement marquant de l'histoire du communisme ? Les cellules pourraient porter un numéro, ou être désignée par leur implantation géographique : tel atelier, tel service. Sans doute faut-il voir là la preuve de ce que les communistes ont reconnu depuis longtemps que, contrairement à leur philosophie générale, la personnalisation donne plus de relief, de chaleur humaine, de puissance attractive à l'idée comme au pouvoir. Alors, foin du matérialisme, au moins dans la pratique, et tant que cela peut servir (et cela servira aussi longtemps que, par le communisme, on n'aura pas changé l'homme) utilisons ce bon vieux culte des images, des saints et des héros, aussi vieux que la vieille humanité.

Le choix des héros éponymes n'est certainement pas le fait du hasard, et il serait précieux de savoir à quel moment la cellule a été créée ou baptisée (si l'on peut ainsi parler) pour en apprécier parfaitement la signification.

On est tenté de croire que les plus vieilles sont celles dont le nom rappelle l'histoire ancienne du parti, les pères fondateurs de la doctrine et du mouvement : Engels (chose étonnante, il n'y a pas de cellule Karl Marx), Commune de Paris, Varlin, Louise Michel, Lénine. Celles qui portent des noms de communistes qui se sont illustrés dans la Résistance ou qui y sont morts ont sans doute été créées tout de suite après la guerre, qu'ils soient connus nationalement comme Fabien, Sampaix, « Châteaubriand », Timbaud, etc, ou localement comme Allégot.

Pour les autres, on aime à croire que c'est seulement au moment de leur mort qu'ils ont

été pris pour le saint patron d'une cellule : Thorez, Frachon, Monmousseau, Elsa Triolet, Croizat, etc., mais on n'en jurerait pas ; ne voit-on pas une cellule Waldeck Rochet, une cellule Aragon, une cellule Audin ?

Notons toutefois qu'il n'existe pas encore de cellule Georges Marchais.

L'hommage à l'U.R.S.S. est discret : seuls sont honorés ses cosmonautes : Gagarine, Komarov, Terechkova. Il est vraisemblable qu'il y a eu jadis une cellule Joseph Staline, mais, si ce fut bien le cas, elle a dû disparaître lors de la déstalinisation. Notons qu'on a maintenu les noms des communistes morts pour crime d'espionnage au service de l'U.R.S.S., Rosenberg et Beloyannis.

Peut-être faut-il penser que les cellules Ben Barka, Hadj, Mahjoub sont des cellules réservées à des Nord-Africains.

EFFECTIFS DES CELLULES

Deuxième remarque : les effectifs. La cellule est un organe à l'effectif réduit : de 8 à 15, tel est le bon nombre, et 15 c'est déjà beaucoup. D'abord, une cellule d'entreprise, normalement, a des difficultés pour se réunir : plus elle est nombreuse et plus les difficultés seront grandes. Peut-être est-il chez Renault plus facile de se réunir qu'ailleurs ? D'où cette ampleur excessive des effectifs. Mais cette explication n'est pas une justification, car la cellule doit avoir peu de membres pour une autre raison : tout le monde doit prendre part à l'action, et s'il y a trop de membres, il n'y a pas de travail pour tout le monde, et le travail de chacun devient

plus difficile à contrôler. Mieux vaut donc couper la cellule en deux dès qu'elle atteint la vingtaine d'adhérents, si du moins on trouve un deuxième animateur.

A Renault-Billancourt, la moyenne est de 20,6, ce qui serait encore acceptable, mais il y a des « inégalités » : 2 cellules ont plus de 50 adhérents (54), 6 de 40 à 49, 11 de 30 à 39, 24 enfin de 21 à 29.

L'obésité des 39 premières n'est pas un bon signe, bien que plusieurs d'entre elles connaissent un taux de placement de timbres élevé.

A l'inverse, on ne peut pas considérer la maigreur comme un signe suffisant de santé. Parmi les cellules comptant peu de membres, certaines ne paient pas de timbres.

LE PAIEMENT DES COTISATIONS

Etudions un peu les cellules sous l'angle des cotisations :

- 6, fortes (!) de 86 membres, n'ont pas payé un seul timbre.

- 9, avec 246 membres, ont payé en moyenne moins de 1 timbre par adhérent.

- 5, avec 87 membres, ont payé 1 timbre en moyenne par adhérent.

- 6 autres, avec 138 membres, ont atteint une moyenne entre 1 et 2 timbres.

Voilà déjà 557 adhérents qu'on est en droit de considérer comme des adhérents fantômes, qui font tout ce qu'ils peuvent pour ne pas payer la cotisation qu'ils se sont engagés à lui donner en adhérant.

Les 1.945 inscrits, du coup, ne sont plus que 1.388.

C. H.

A propos de l'armée polonaise (erratum)

QUELQUES erreurs — qu'un lecteur attentif et érudit nous a signalées — se sont glissées dans l'article consacré à « *L'Armée polonaise de 1939 à 1978* » (*Est et Ouest*, n° 616, 1er-15 juin 1978).

D'abord, page 13, ni le gouvernement, ni le commandement suprême ne sont venus en Europe occidentale. Le Président de la République, le premier ministre, les ministres et le maréchal Rydz-Smigly ont tous été internés en Roumanie. C'est un nouveau gouvernement qui a été constitué à Paris par le Général Sikorski (M. Rackiewicz devenant président de la République), ce gouvernement ayant quitté Paris pour Londres après la débâcle de juin 1940.

C'est, même page, 4.143 cadavres qui furent dénombrés dans les charniers de Katyn, les autres disparus ayant été assassinés ailleurs.

Bien entendu, les deux courants dans la population étaient d'origine et de force très inégale. Celui qui se réclamait du gouvernement de Londres englobait les neuf dixièmes de la population. Le courant pro-soviétique était quasi-inexistant et il n'a commencé à se manifester que *deux ans après le début des hostilités*, quand les Allemands attaquèrent l'U.R.S.S. (21 juin 1941).

Selon les dirigeants pro-soviétiques, Wanda Wasilevska et E. Osobka-Morawski (rapport à Staline du 15 juillet 1944) « notre armée populaire (A. L.) compte déjà 22.000 combattants » (et non 40.000 comme il est écrit par erreur) alors que l'armée subordonnée au gouvernement de Londres comptait au même moment 350.000 combattants ». En 1944, tout le Parti ouvrier polonais (= communiste) comptait selon les données officielles 20.000 membres.

C'est à Falaise (cf le cimetière) que la division blindée polonaise a remporté une grande victoire. A Arnheim, c'est la brigade des parachutistes polonais du général Sosabowski qui a héroïquement lutté pour le pont sur le Rhin.

Notons que l'insurrection de Varsovie s'est terminée le 2 octobre 1944, non le 30 octobre et que, bien entendu, si Gierak, premier secrétaire du P.O.P.U. est le premier personnage du pays, il n'est pas le premier ministre, lequel s'appelle Piotr Jaroszewicz.

Nous prions nos lecteurs d'excuser ces erreurs de détail.

E. et O.

Les "difficultés de croissance" de l'économie soviétique

COMME de coutume au début de chaque année, la *Pravda* du 28 janvier 1978 a rendu publiques les statistiques de réalisation du plan en 1977. A en croire ces chiffres, la « marche irrésistible en avant » se serait, une fois de plus, transformée en un cheminement fort lent.

En effet, les pourcentages d'accroissement en 1977 seraient les suivants :

	Plan	Réalisation effective
Revenu national	4,1	3,5
dont Groupe « B »	5,6	5,7
Production industrielle	5,9	6,1
dont Groupe « A »	4,9	5,0
Salaire moyen	3,8	2,7
Revenu réel par tête d'habitant	3,8	3,5
Circulation des marchandises au détail	4,8	4,4

On constate donc que l'exécution du plan de production industrielle n'a pas été accompagnée par l'augmentation prévue du revenu national.

En outre, le début de 1978 a été marqué par une « remise en ordre » des prix. Annoncée officiellement le 1^{er} mars, cette hausse brutale a démontré une fois de plus que les pays du bloc socialiste n'étaient pas à l'abri de l'inflation. En dépit des explications embarrassées de la propagande officielle, ce phénomène découle incontestablement des mêmes causes qu'en Occident et prend des proportions analogues.

Après la hausse générale des prix de 1962, qui atteignit jusqu'à 35 % sur les denrées de première nécessité, les augmentations ultérieures ne touchèrent officiellement que les produits de luxe, tels que l'or, l'argent, le platine, le cristal, les fourrures, le cognac, le caviar, etc. Pourtant, la notion même de « produit de luxe » n'a cessé de s'élargir au fil des années. Ainsi, en 1977, une importante hausse a été opérée sur les prix des vêtements d'importation, de la soie naturelle, des livres. Pour leur part, les transports ont augmenté de 20 à 100 %.

A ce propos, la *Litératournaya Gazeta* du 22 mars 1978 publia d'ailleurs une curieuse

interview réalisée au ministère des Transports. Comme on pourra le constater, le correspondant de l'hebdomadaire chargé de l'enquête ne put obtenir aucune réponse aux questions qu'il a posées. Aussi s'est-il contenté tout simplement de les énumérer :

« (...) 3^e question : *Comment expliquer que de nombreux trains de voyageurs soient passés dans la catégorie des trains rapides, sans pourtant que leur vitesse ait changé ?*

Réponse : néant.

4^e question : *On sait qu'un usager voyageant en train rapide paye un tarif plus élevé. Un fonctionnaire autorisé m'a expliqué qu'un train ne se dénomme nullement « rapide » parce qu'il roule plus vite qu'un train ordinaire, mais parce qu'il offre plus de confort aux voyageurs. Or, la vitesse n'est-elle pas un signe de confort ?*

Réponse : néant.

5^e question : *Que répondre aux lecteurs qui nous font savoir que l'été dernier, il a été beaucoup plus difficile de se procurer un billet de chemin de fer ?*

Réponse : néant.

6^e question : *Est-il exact, comme nous le font savoir nos lecteurs, qu'au cours de l'été dernier, le nombre des trains a été réduit par comparaison avec l'année précédente ?*

Réponse : néant... ».

En ce qui concerne la hausse générale opérée au mois de mars 1978, la catégorie dite des « produits de luxe » comprenait le café (le café en grains a augmenté de 4,5 fois, le café soluble de 3 fois), le cacao, la confiserie (30 % d'augmentation), les vins de crû. Les prix de l'or et du platine ont encore été augmentés, cette fois-ci de 60 %.

Particulièrement sensible sera l'augmentation du prix de l'essence (devenue du jour au lendemain deux fois plus chère) et des pièces détachées d'automobiles (35 % en moyenne). Bien qu'aux yeux du touriste occidental, l'essence soviétique reste la moins chère d'Europe, pour en acheter 1 litre, l'ouvrier soviétique doit travailler de 15 à 20 minutes, alors que son collègue ouest-allemand ou britannique ne passe que 4 à 5 minutes.

Il faut d'ailleurs remarquer que l'augmentation du prix des transports entraînera inévitablement celle des prix de détail sur les marchés kolkhoziens, qui sont les seuls à être normalement approvisionnés. Il en sera certainement de même pour les produits de première nécessité.

En outre, toute hausse mise à part, la plus incroyable confusion continue à régner dans le domaine de la fabrication et de la vente des divers biens de consommation. Comme par le passé, la population manque bien souvent des produits les plus essentiels. Cela devient une véritable plaie.

Sous le titre « *la moutarde en prime* », la *Litératournaya Gazeta* du 10 mai 1978 vient de consacrer une longue et édifiante étude à ce navrant problème. En voici de longs extraits :

« *Les collants pour enfants ont fait l'objet d'un véritable mandat de recherche, pour utiliser le langage de la milice* », lit-on.

« *Quel que soit le lieu où tu te trouves, quel que soit la ville ou le village, me disait ma femme, rends-toi immédiatement au grand magasin local ou au point de vente rural et tâche de trouver des collants en coton pour enfants. Alors, je me mis à réfléchir (...)*

« *Quel raisonnement mathématique permettrait d'expliquer la raison pour laquelle l'année dernière il était possible d'acheter à Moscou des oranges qu'il fallait pourtant payer en devises et importer des pays chauds, mais qu'il n'y avait aucun moyen de se procurer des oignons, qui ne nécessitent aucune devise et poussent dans tous les coins de notre immense pays ?*

« *Il ne s'agissait d'ailleurs nullement d'une mauvaise récolte d'oignons. Je me souviens parfaitement qu'à cette époque, je sillonnais la Mordovie (république autonome située au Sud-Est de Moscou M.S.) et j'ai visité à plusieurs reprises des exploitations d'avant-garde. Chaque fois, je posais la même question : que s'est-il passé avec les oignons ?*

— *Et quoi donc ? me demanda à son tour avec étonnement le président du kolkhoze Youri Pétrovitch Morozov. En ce qui nous concerne, nous avons des oignons et pouvons même en revendre. Combien de tonnes voulez-vous ?*

« *Peut-être la mauvaise récolte a-t-elle empêché de livrer dans la capitale les oignons à partir des régions qui la ravitaillaient traditionnellement autrefois. Eh bien, c'est précisément à cette occasion qu'il aurait fallu regrouper les réserves, faire preuve d'initiative et de talent administratif. Le « problème des oignons » avait été évoqué à cette époque dans les journaux. Je lisais et me demandais : qui donc est concrètement responsable dans cette affaire ?*

« *Il ne s'agit d'ailleurs pas des oignons eux-mêmes. C'est le principe qui importe. La force de notre économie populaire réside dans son caractère planifié, dans sa subordination centralisée à la volonté populaire... »*

« *Après quelques coups de chapeau rituels à l'adresse d'un système dont tous les aspects pratiques soulignent l'absurdité, l'auteur poursuit :*

« *Malheureusement, les maudits oignons ne constituent nullement une exception. Il arrive si souvent que tel ou tel autre produit disparaisse. Tantôt ce sont, par exemple, les cotonnades qui disparaissent, puis la vaisselle émaillée. Ensuite, la vaisselle réapparaît, mais il devient impossible de trouver un ventilateur, même le plus ordinaire. Puis, resurgissent du néant les ventilateurs, mais il n'y a plus de serviettes-éponges, ni de bas de femme les plus communs. Plus tard, c'est le rimmel qui disparaît comme par enchantement, etc.*

« *Remarquez bien qu'il ne s'agit nullement de marchandises depuis longtemps déficitaires. Je ne trahirais probablement aucun secret d'Etat, si je vous disais que le nombre des automobiles mises en service est bien inférieur à celui des personnes désireuses d'en acquérir une...*

« *Il est difficile d'acheter de beaux meubles. Cela se comprend : compte tenu de l'échelle gigantesque à laquelle s'édifient chez nous les locaux d'habitation, on éprouve un besoin indescriptible d'armoires et de lits. On pourrait en dire autant des tapis, du cristal, des postes de télévision en couleur de bonne qualité, des meilleurs frigidaires et de certaines autres marchandises. »*

Comme le précise non sans ironie l'auteur de l'article, selon les économistes soviétiques, il s'agirait tout simplement de quelques « difficultés de croissance ». Voilà à vrai dire, au bout de soixante années de régime communiste, une « croissance » qui semble traîner en longueur et que le système dit capitaliste, avec tous ses défauts, ne connaît pas !

« *Pourtant, ce n'est pas de difficultés de croissance qu'il est question maintenant, mais d'élémentaires lenteurs professionnelles. Quel rapport existe-t-il par exemple entre les difficultés de croissance et le rimmel ? Celui-ci était en vente partout et il y en avait assez pour tout le monde. Et voilà que soudain il s'est évaporé.*

« *Je vois déjà comment la main de l'un des généraux en parfumerie va se tendre vers la plume et celle-ci vers le papier... Avec une objectivité attristée seront énumérées les bévues des fournisseurs intermédiaires : les entreprises du ministère des matériaux de construction qui n'ont pas livré telle sorte de boue spéciale, l'industrie chimique qui a trompé les parfumeurs au point de vue de la suie, les flotilles de baleiniers qui n'ont pas fourni suffisamment de graisse, etc. J'ignore tout*

simplement comment on fabrique ce rimmel. Mais cela est la plus pure vérité...

« Il y a quelques années, il était difficile de se procurer une machine à coudre. Puis, elles firent leur apparition dans le commerce. Plus tard encore, elles inondèrent littéralement les magasins. Il y avait surproduction de machines, c'est-à-dire une erreur de planification manifeste. On a par conséquent réduit la fabrication des machines à coudre. Un certain temps s'écoula et il devint une fois de plus difficile d'en trouver. Ensuite, les tarifications dans les ateliers furent augmentées, ce qui, comme on peut l'imaginer, accrût la demande en machines. Et voilà que celles-ci disparurent de nouveau. Est-ce normal ?

« Le simple acheteur ne peut ni prévoir, ni expliquer les disparitions passagères de certaines marchandises, comme il est également incapable d'en entrevoir la durée. Or, si cette disparition était provoquée par des causes réellement objectives, on devrait pouvoir prévenir le public.

« Or, en fait, que se passe-t-il ? Votre épouse cherche ces fameux collants. Son amie lui dit : « C'est exact. Ils ont bel et bien disparu. Pourtant, j'en ai vu à la rue Zanetchny. Ma femme s'y précipite et, au lieu d'acheter les trois collants dont elle a besoin, elle en prend dix-huit. En réserve !

« Ainsi naît un effet psycho-économique particulièrement intéressant. Il est analogue à l'effet bien connu en électro-technique lorsqu'une machine s'use. Chaque déficit tend à s'accroître (sans parler des phénomènes annexes de ce mal, tels que la spéculation).

« Je me souviens qu'une fois, c'est la moutarde qui a disparu à Moscou : pas un seul pot nulle part. Soudain, dans un petit magasin près de Rouza, je découvre des montagnes de moutarde. J'en achète aussitôt dix pots, dont je fais cadeau à mes amis. Un homme normal, dans les conditions d'un approvisionnement normal peut-il acheter dix pots de moutarde ? Cela ne peut se produire que dans le cas de l'une des deux anomalies : celle de l'approvisionnement ou celle de l'homme...

« Si l'on trouve de la moutarde à Rouza, mais pas à Moscou, nous sommes en droit d'accuser les organismes chargés de la planification, mais en quoi le commerce sensu stricto est-il concerné lorsqu'il n'existe nulle part d'étagères pour bibliothèques ?

« Effectivement, qu'est-ce qu'une étagère à bibliothèque ? Trois grandes planches, deux petites et deux vitres, dont on peut d'ailleurs se passer. La fabrication d'une telle étagère ne nécessite ni ordinateurs, ni machines-outils de grande précision, ni réactifs à terres rares hautement purifiées. Au point de vue du travail et des matériaux, elle en exige beaucoup

moins que, par exemple, une table de cuisine. Pourtant, s'il existe chez nous diverses catégories de tables de cuisine, il n'y a pas d'étagères à bibliothèques. Pourquoi ? En tous cas, cette absence ne peut pas s'expliquer par un manque de coordination dans l'approvisionnement en matières premières. De combien d'étagères à bibliothèques avons-nous besoin ?

« Pourquoi produirons-nous en 1978 un million et demi de lits d'enfants en bois ? Ce chiffre s'accorde-t-il avec les données démographiques ? Peut-être le manque de marchandises s'explique-t-il aussi par le fait que nous ne savons pas toujours bien compter ? D'où pourraient bien provenir les étagères à bibliothèques si personne dans notre pays ne sait combien nous en produisons !

« Il est extrêmement difficile de comprendre pourquoi l'on fabrique telle marchandise et non telle autre... »

Les mêmes tares et la même confusion s'observent d'ailleurs dans tous les secteurs de la production industrielle :

« Il ne faut pas être un grand spécialiste pour comprendre que du point de vue technologique, les collants pour enfants ne constituent nullement la production la plus complexe. Il est probablement beaucoup plus compliqué d'exécuter une blouse. Qui donc est responsable du fait qu'il n'y ait pas de collants ?

« Pourquoi est-il plus facile de trouver par exemple un scooter qu'une bonne bicyclette, surtout si elle est pliante ? Les fabricants répondent mollement et d'une manière peu intelligible : « Il est plus avantageux de produire un scooter parce qu'il coûte plus cher... »

En ce qui concerne d'ailleurs les causes de la disparition de certaines marchandises, la *Lit'eratournaya Gazeta* du 22 mars 1978 fournit, de son côté, quelques édifiantes illustrations :

« Notre entreprise n'a pas reçu le matériel indispensable dans les délais prévus. A notre tour, nous retardons donc la fabrication d'un câble complexe déficitaire. Ainsi, par notre propre faute ou par celle d'autrui, nous causons un préjudice à la société. Mais le mal ne se limite pas à cela. Le plan doit être réalisé au point de vue du volume. Il ne reste donc pas d'autre moyen de « compenser » le manque à la production que de fabriquer un câble plus simple, c'est-à-dire de livrer au client quelque chose dont il n'a pas besoin. Ainsi, nous causons un second préjudice.

« Les métallurgistes qui augmentent le volume du laminage en produisant des profils lourds aux dépens des profils allégés causent un tort double. Ils ne fabriquent pas ce dont on a besoin et gaspillent en outre la matière première. L'industrie légère inonde les maga-

sins d'affreux gilets pour dames au lieu de produire des articles de mode et gaspillent simultanément de la laine.

« On pourrait énumérer une quantité d'exemples analogues. Ils constituent tous une conséquence directe du système actuel d'appréciation, de stimulation et de planification des entreprises... »

Véritablement, le système économique soviétique semble bien malade ! Pour se faire une idée de ce que ces diverses tares représentent en pratique pour le Soviétique moyen, il faut revenir à l'article « la moutarde en prime » :

« N'y a-t-il pas dans nos magasins beaucoup trop d'administrateurs ? Le directeur, son adjoint, l'expert en marchandises, etc. Or, la boutique est minuscule, pas plus grande qu'un point de vente rural, où une quelconque

tante Mania cumule toute seule comme par enchantement toutes ces fonctions...

« Ne croyezvous pas que nous fermons parfois avec beaucoup trop d'insouciance les yeux sur l'existence chez nous des files d'attente, que nous nous y sommes accoutumés comme à quelque chose de parfaitement normal, voire même d'obligatoire ? Or, une queue est un grand mal. On peut calculer que les habitants des grandes villes et, avant tout, les femmes qui travaillent, perdent 20 à 25 jours ouvrables par an... »

Ces quelques illustrations, puisées dans la presse officielle, ne soulignent-elles pas mieux qu'une savante étude ne pourrait le faire la profondeur du mal dont souffre l'économie soviétique et dont elle ne parviendra probablement jamais à se débarrasser.

MICHEL SLAVINSKY.

Les Allemands de Russie

Le professeur Yves CARON est l'auteur d'une thèse récente de doctorat ès-lettres sur les Allemands de la Volga, fruit de longues années de recherches. *Est et Ouest* est heureux de présenter, préparée par lui, une synthèse qui attire l'attention sur quelques-uns des points principaux longuement développés dans sa thèse qui a reçu un accueil très favorable dans les milieux universitaires spécialisés. Comme on le verra, ce bref résumé met à mal bien des idées reçues sur la Russie, car dépassant le cadre de la thèse elle-même, il a élargi ici son sujet à l'ensemble de la question des Allemands en Russie. (N.D.L.R.).

AU tome troisième de l'Archipel du Goulag Alexandre Soljenitsyne écrit :

« Déposées sur la terre d'exil en couches contiguës bien visibles les unes aux autres, les nations manifestaient nettement leurs traits particuliers, leur mode de vie, leurs goûts, leurs tendances.

« Les Allemands se distinguaient entre tous par leur amour du travail. C'est eux qui rompirent avec leur vie passée de la manière la plus radicale (du reste, la Volga ou le Manjitch avaient-ils été pour eux une patrie ?). Comme ils l'avaient fait jadis dans les terres plantureuses octroyées par Catherine II, ils poussèrent des racines dans le sol âpre et infertile reçu de Staline et se donnèrent à leur nouvelle terre d'exil comme si elle devait être leur patrie définitive. Au lieu d'attendre la prochaine grâce qu'accorderait le tsar, ils entreprirent de s'installer pour toujours. Exilés

en 1941 sans pouvoir rien emporter, mais diligents et infatigables, ils ne se laissèrent pas abattre et reprirent aussitôt leur travail méthodique et rationnel. Où y a-t-il sur terre un désert que les Allemands ne soient capables de transformer en un paradis florissant ? Ce n'est pas pour rien qu'on disait autrefois en Russie : un Allemand c'est comme un saule : où qu'on le plante, il prend racine. Aussi bien dans les mines que dans les M.T.S. ou dans les sovkhoses, on ne tarissait pas d'éloges sur les Allemands : il n'y avait pas de meilleurs ouvriers. Dès le début des années 50, en comparaison avec les autres relégués, et souvent même avec les indigènes, c'étaient les Allemands qui avaient les maisons les plus solides, les plus spacieuses et les plus propres ; qui avaient les plus gros cochons, les meilleures vaches laitières. Et leurs filles faisaient des partis enviabiles non seulement à cause de l'aisance de leurs parents, mais encore parce que la pureté et la sévérité de leurs mœurs tranchaient sur le dévergondage qui régnait dans le monde proche des camps. »

Mais d'abord combien sont-ils et qui sont ces Allemands d'Union soviétique ? Le tome IV des statistiques publiées en 1973 sur le recensement de 1970 par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. fournit des renseignements sur la composition ethnique de l'empire soviétique. Les Allemands y occupent la 14^e place avec 1 846 317 âmes, position intermédiaire entre les Lithuaniens 2 664 944 (11^e rang), les Juifs 2 150 707 (12^e rang), les Tadjikes 2 135 883 (13^e rang) et les Tchouvaches 1 694 351 (15^e

rang), les Turkmènes 1 525 284 (16^e rang), les Kirghizes 1 452 222 (17^e rang).

Ces Allemands soviétiques dont au même recensement les 2/3 (66,8 %) se réclamaient encore de l'allemand comme langue maternelle n'ont rien à voir avec les Allemands baltes dont le Deutschtum remonte dans ses origines au 13^e siècle (fondation de Riga en 1201 par le Chanoine Albert von Buxhoeveden (de Brême) à l'époque où missionnaires, marchands, chevaliers croisés ouvraient ces régions, demeurées païennes, à la culture occidentale. Le caractère sociologique particulier de cette « Stamm » est déjà en germe dans la façon dont s'opère ici le contact avec le pays : par la voie maritime.

La structure de la population où manque le paysan contrairement à ce qui s'est passé en Prusse où il a suivi le missionnaire est essentiellement coloniale. Aussi les Allemands des Pays Baltes ne cesseront de rester par rapport à la masse de la population d'origine balte ou finnoise une minorité qui, même après 1561 (date à laquelle les Pays Baltes se détachent du St. Empire) continuera d'être le vecteur de l'ordre social et juridique médiéval reposant sur les différents Etats (au sens qu'a ce mot dans Tiers Etats) avec leurs « jus » particuliers. Les marchands de la Hanse avaient, comme on peut s'y attendre, joué un rôle capital dans la fondation de villes comme Riga. Pierre Le Grand sut se concilier la noblesse allemande de Livonie en rapportant toutes les mesures prises par les Suédois pour restreindre à partir de 1695 l'autonomie de leurs institutions laquelle fut consacrée par la Paix de Nystadt, 1721.

Les Allemands baltes qui voyaient en « l'Empereur de tous les Russes » le protecteur de leurs libertés et le champion de l'idée européenne en Russie reportèrent sur lui le loyalisme dont ils avaient jusqu'ici témoigné envers le Roi de Suède. La fondation de l'université de Dorpat en 1802, l'université allemande la plus à l'est, fut d'une importance capitale dans la prise de conscience morale et politique des Allemands d'Esthonie, de Lettonie et de Courlande. Si l'on considère le faible chiffre de leur population germanique (le Deutschtum des Pays baltes n'a jamais excédé plus de 180 000 personnes) on ne peut qu'être frappé par le rayonnement intellectuel qui s'en dégageait et l'éminent rôle — souligné par Karl Marx dans un des articles qu'il écrivit en 1853 pour la *New York Tribune* — joué dans la Russie impériale par les Allemands baltes. Il serait malaisé de vouloir dissocier des noms tels que Von Nesselrode, Harpe, Stein, Manteuffel, Witte, V. de Pahlen, Kruedener, Herder, Todtleben, Rennenkampf, Diebitsch, Barclay de Tolly, Anstett, Struve, Hindenburg, V. Manstein, V. Bauer et cent autres

de l'histoire de la Russie tsariste. Ces Allemands « *na rousskom sloubié* » (dont les 2/3 venaient des provinces baltiques) allaient dans certains corps de l'Etat comme la diplomatie jusqu'à former de 30 à 50 % des effectifs et se retrouvaient à tous les échelons de l'administration et de l'armée. Mais qu'on ne s'y méprenne pas. Si la majorité d'entre eux revenaient au bercail balte sur leurs vieux jours il était inévitable qu'un bon nombre se russifiât complètement et que seule la consonance de leur patronyme rappelât leurs origines.

Des hommes tels que les historiens V. V. Barthold, Franck, Nolde, Constantin de Grunwald, les généraux Wrangel, Miller, dont l'enlèvement en plein Paris fit tant de bruit — 22 sept. 1937), le fondateur du premier parti marxiste de Russie Peter Struve, son homonyme Nikita Struve, le colonel Garder spécialiste des questions soviétiques (forme russifiée de Von Harder... on sait que les H devenaient souvent G en passant de l'allemand en russe, ex. : Halstuch = Galstoukh, Hospital = Gospital, Hitler = Gutler) se considéraient et à juste titre aussi Russes que pouvaient se considérer Français les généraux Kleber, Ney, König, Foch, ou le baron Haussmann.

Quant aux slogans marxistes-léninistes sur les « barons baltes » repris évidemment à l'encontre par tous les perroquets occidentaux il faudrait, pour en faire justice, plus de place qu'il nous en est imparti ici. Qu'il suffise de dire que dans cette société ouvertement d'Ancien Régime jusqu'en 1914 et prétendument rétrograde, 60 % de la surface arable se trouvaient déjà vers 1900 entre les mains des paysans estoniens et lettons et que l'analphabétisme avait disparu parmi les couches populaires. Les deux piliers de cette communauté spirituelle conservatrice toute imprégnée de luthéranisme et de l'idéalisme allemand de l'époque goethéenne étaient au 18^e siècle le presbytère balte ((*baltisches Pfarrhaus*) et la ferme-manoir (*das baltische Gutshaus*) dont le propriétaire était un gentilhomme campagnard attaché à la glèbe de par la nature des choses et que l'exiguïté de la communauté d'existence patriarcale menée sur ses terres et la communauté de foi rendait très proche de la paysannerie ambiante même non allemande. Nul mieux qu'Hamilkar Von Fölkersahm n'a su dans une formule lapidaire résumer l'éthique de ce monde aujourd'hui disparu et antérieur à l'idée de « nation » : « *Ce n'est pas les droits qu'il exerce, mais les devoirs qu'il s'impose qui font la valeur d'un individu* » et cette éthique aristocratique du service public, cet « honneur de servir » vivant également dans les corporations et les guides des villes ainsi que dans les vieilles familles de la bourgeoisie hanséatique servait, comme l'a très justement mis en relief l'historien antinazi Hans Rothfels contraint à l'exil aux U.S.A. dès 1933, de

correctif à la position dominante des « barons baltes » et de frein aux intérêts privés et permettait l'administration des provinces à l'aide d'un cadre de fonctionnaires et avec des moyens réduits au minimum puisque l'autonomie administrative des « Ritterschaften » (la noblesse) reposait sur le principe que « noblesse oblige » et que le sentiment très fort des responsabilités envers le pays des classes dirigeantes leur faisait considérer les fonctions officielles comme honorifiques et sans rémunération.

On sait que les trois petits Etats baltes mirent à profit la décomposition dans laquelle se trouvait l'ex-empire des Tsars en 1918 pour proclamer leur indépendance à l'égard du régime bolchevik, mais qu'ils la perdirent pratiquement dès la signature de l'accord germano-soviétique du 23 août 1939 qui préluda au rapatriement dans le « Grand Reich » en novembre-décembre 1939 de tous les Allemands baltes (en tout et pour tout 83 976 personnes). C'est ainsi que le pacte Hitler-Staline vint mettre le point final à 750 ans de présence allemande dans la Baltique.

**

L'histoire des Allemands soviétiques dont il a été question au début de cet article remonte à moins longtemps. Pour les quinquagénaires dont je suis, son début est facile à retenir. Il figurait en bonne place sur la liste des dates mémorables de nos maîtres. C'était celle du Traité de Paris qui mettait fin à la Guerre de Sept Ans et par lequel nous perdions le Canada (1763).

Catherine II (et par la suite Alexandre 1^{er}) désireuse en despote éclairée de mettre sous la charrue les immenses espaces de la Russie méridionale pratiquement vide d'habitants (194 250 personnes pour 9 millions d'ha.) et récemment conquis sur la Turquie fit publier un Manifeste qui circula dans tous les pays d'Europe et par lequel elle invitait leurs nationaux à venir s'installer nombreux en Russie. Ce n'est vraiment que dans les Allemagnes (1 179 Etats à l'époque de Goethe) ou dans des pays germanophones comme l'Alsace d'alors et la Suisse alémanique qu'il fut entendu, encore que dans les listes d'émigration sauvées par miracle des caves de Dniepropetrovsk (l'ex-Ekatherinoslav) par le Dr Stumpp en 1942 surgissent de loin en loin un Jean Cambet de Montpellier, des Chardot, Grandjean, Masson, Boisson, Colbert, Lemaire, Messmer, Boger, Vallier, Martel, Masset, Bugnion, Charenton, Brochet, Duval, un Dublesier de Tours, un Bochet d'Essertines, un Micoud de Chavanes-le-Chêne, etc...

Les candidats à l'aventure se voyaient promettre le libre exercice de leur culte assorti de l'aide de l'Etat pour la construction de leurs maisons particulières et de leurs églises, l'exemption d'impôt pour une période allant de cinq à trente ans suivant qu'ils s'établiraient en ville ou sur les terres vierges, l'attribution gratuite de terres variable selon les régions, l'octroi de prêts pour l'achat du cheptel et du matériel agricole et l'exemption totale pour toujours de service militaire ou civil. Et sans qu'il fût besoin d'Accords spéciaux le § 9 du Manifeste prévoyait expressément — probablement afin de dissiper chez l'impétrant la fâcheuse impression qu'il s'engageait sans retour — la liberté de déplacement et notamment celle de quitter l'Empire à tout moment à condition toutefois d'abandonner au Trésor le cinquième de sa fortune (après cinq ans de séjour ou moins) et le dixième après.

On n'insistera jamais assez sur le fait que cette colonisation fut voulue, encouragée, guidée par le gouvernement tsariste parce qu'elle correspondait aux intérêts de l'Etat russe et ne procédait pas d'un quelconque *Drang nach Osten*. Loin de l'encourager, les souverains allemands s'efforcèrent même d'empêcher l'exode de leurs sujets en interdisant purement et simplement l'émigration avec moins de succès que le gouvernement français de l'époque dont la police s'avéra si efficace qu'elle fit aboutir à la Bastille tous les recruteurs russes les uns après les autres ne laissant passer à travers les mailles que 256 familles françaises alors que de 1763 à 1766, 6 000 familles allemandes parvenaient à émigrer (26 000 individus au total). Une question vient pourtant à l'esprit. A quels mobiles obéissaient tous ces gens qui s'apprétaient à quitter leur terre natale pour aller se créer une nouvelle patrie à des milliers de kilomètres de là en affrontant tous les périls que pouvait faire courir un tel saut dans l'inconnu ? Il semble bien, en schématisant, que trois raisons principales aient poussé les Allemands à s'expatrier sans qu'on puisse toujours dire laquelle fut déterminante : 1) motifs politiques, le menu peuple étant souvent opprimé par les principicules comme ce Frédéric II de Hesse qui vendait ses sujets comme mercenaires aux puissances étrangères ; 2) motifs économiques : les ravages causés par la Guerre de Sept Ans. Il existe aussi une étroite corrélation entre l'origine des colons allemands de Russie entre 1796 et 1816 et les régions germanophones les plus durement éprouvées par l'occupation française ou les mouvements de troupes en transit. Le grand flot d'émigration d'Alsace vers la Russie eut lieu entre 1808 et 1810, c'est-à-dire au moment où la conscription des jeunes gens pour les guerres napoléoniennes battait son plein. Les motifs religieux enfin n'y furent pas étran-

gers non plus (pour les Mennonites par exemple la Russie allait devenir pays d'accueil). Les recruteurs « russes » étaient en réalité pour la plupart français ou suisses dont un bon nombre étaient des chevaliers d'industrie ayant déjà eu maille à partir avec la justice de leurs pays. Le contrat conservé de l'un d'eux montre qu'il s'engageait à recruter un certain nombre de colons en échange de quoi non seulement le gouvernement russe lui consentait une avance destinée à subvenir à l'entretien et aux frais de voyage des familles recrutées, mais encore lui promettait une importante dotation en terres dans la région où il lui serait assigné de les établir.

Que l'on veuille bien songer à ce que représentait à cette époque un voyage de plus de 3 000 km., les fatigues, les privations et les dangers de toutes espèces qu'il comportait surtout lorsqu'il s'opérait avec des enfants en bas âge. La voie empruntée par les colons passait par Anvers, Brème ou Lubeck d'où on s'embarquait pour mettre pied à terre à Oranienbaum près de Saint-Petersbourg pour de là gagner la Volga soit par voie de terre soit en descendant le cours du fleuve qu'on atteignait au nord de Iaroslav. Rares furent les familles qui eurent la chance de trouver une maison toute prête pour les accueillir et il fallut bien, des années durant, se contenter d'abris de fortune faits de branchages et de boue séchée.

Non seulement ils devaient s'habituer au climat torride en été et glacial en hiver mais ils avaient à craindre les raids dévastateurs des nomades asiatiques (kirghizes, etc.). Les premiers colons furent souvent aussi décimés par les épidémies. Aussi fallait-il avoir l'âme chevillée au corps et posséder les qualités d'endurance et de courage de cette petite ethnie disciplinée, dure à la souffrance et acharnée au travail pour tenir bon dans ces conditions. Pourtant au bout de trois décennies sur d'immenses étendues, les champs de céréales ondulaient sous la brise des steppes naguères vierges tandis que naissait dès la 2^e génération une paysannerie profondément enracinée au sol (ici le tableau de Soljenitsyne a besoin d'une retouche).

Le blé des Allemands de la Volga avait la cote la plus haute à la Bourse de Londres et le Père Goriot sur son lit de mort parlait encore de refaire sa fortune en allant installer une fabrique de pâtes chez eux. Ils fournissaient des meuniers à toute la Russie et les touristes qui visitent l'actuelle Volgograd (Stalingrad) ignorent que la carte postale représentant un moulin non reconstruit et censé symboliser un des hauts lieux de l'héroïsme militaire n'est autre que la minoterie des frères Gebhard des colonies de la Volga.

La superficie totale cultivée avant 1914

par les colons allemands de Russie atteignait 110 000 km², soit 11 millions d'ha. Chiffre fabuleux si l'on songe que la superficie en terres labourables du pays le plus grand d'Europe occidentale : la France est d'environ 26 millions d'ha (7,9 en République Fédérale).

Les 3 387 villages purement allemands de l'Empire russe (sans compter les provinces baltiques) auxquels venaient s'ajouter 370 exploitations isolées ou hameaux (khoutors) dont certaines s'étendaient sur plusieurs milliers d'hectares se répartissaient entre :

I. — Le plus ancien territoire de peuplement germanophone celui de Basse Volga : 538 villages partageant 26 000 km² (2,6 millions d'ha.) de part et d'autre du grand fleuve sur 300 km entre la petite ville russe de Volsk (à environ 150 km. au N.-O. de Saratov) et Kamychine au sud.

II. — Les colonies mères autour de Péterbourg nées entre 1765 et 1767 (55 villages en 1914). Faut-il rappeler qu'au tournant du siècle la capitale comptait 100 000 Allemands que le *Sankt Petersburger Zeitung* (1727) était avec *Viédomossti* (1703) le plus ancien journal de Russie et que l'enseignement donné dans les écoles allemandes était d'une qualité telle que la noblesse russe et la bourgeoisie juive y envoyaient leurs enfants ? Trotsky leur a dressé un éternel monument de reconnaissance dans « Ma Vie ». Andréa Lou Salomé l'égérie de Rilke et de Freud était une Allemande de Saint-Petersbourg. Klaus Mehnert le grand spécialiste des questions sino-soviétiques en est un aussi.

III. — Les colonies de la Mer Noire nées entre 1789 et 1824 ainsi que celles de l'Ukraine subdivisées en 10 régions principales de peuplement : Grossliebental, Hoffnungstal, la vallée du Koutchourgan (Strassburg, Baden, Elsass, etc.), le district de la Beresan (Karlsruhe, München, Landau, etc...), le district de Glückstal (Bergdorf, Neudorf et la Bessarabie du sud : 140 villages), le Shwedengebiet (Mühlhausen, Klosterdorf, etc...), le district de la Chortitza (Mennonites) le plus grands des îlots allemands de la Mer Noire : Prichib-Halbstadt le long de la Molotchna, les colonies de Marioupol, Grunau, les Planer Kolonien, les colonies autour de Berdiansk, de Crimée, du Caucase du Sud (30 villages), celles du district de Kronau-Orloff près de Nikolaïef, d'Eugenfeld-Darmstadt, de Schönfeld (à l'est de Zaporojé) de Memrik et de New-York (mennonites) soit un total de plus de 2 200 villages se partageant 5 millions d'ha. Il convient d'y ajouter 10 villages au sud d'Orembourg, 37 au nord d'Oufa (Oural), 69 au nord d'Oufa-Davlekanovo, 30 autour de Samara (Kouibychev) l'ancienne, 14 de la Nouvelle Samara, 13 à l'ouest d'Aktioubinsk, 7 autour d'Arkadak, 248 au Caucase du Nord, 354 en

Volhynie, 553 en Sibérie septentrionale et en Asie centrale.

Le panslavisme, fer de lance d'un nationalisme dirigé d'abord vers tout ce qui était étranger prendra dans les années 1870-1880 une teinte toujours plus antisémite et germanophobe (chacun sait qu'en pays slave Juifs et Allemands constituaient des cibles toutes désignées pour détourner les fureurs populaires) et ses représentants qui se confondaient souvent avec ceux du nationalisme le plus exacerbé finirent pas s'imposer (comme ils le firent en 1914 en entraînant la Russie dans l'aventure tragique qui la mena au bolchevisme) et une série de lois abrogea la plupart des droits pourtant garantis aux colons par les Manifestes impériaux. L'obligation du service militaire notamment fut très mal accueillie par les Mennonites pour des raisons religieuses et il s'ensuivit un fort courant d'émigration vers les Deux Amériques (de grandes festivités ont marqué cette année dans toute l'Argentine où leurs descendants sont plus d'un million la célébration de 100^e anniversaire des premiers Allemands de la Volga et leur établissement dans la province entre Rios et Hinojo). L'assassinat d'Alexandre II en 1881 et le début du règne d'Alexandre III eurent pour corollaire un renforcement de la législation restrictive à l'égard des Juifs — dont des centaines de milliers prirent le chemin de l'exil pour l'Allemagne et surtout pour l'Amérique — ainsi que l'intensification de la russification. Elle fut menée avec une telle brutalité dans les provinces baltiques que pour la première fois les sentiments de loyalisme des Allemands baltes en furent ébranlés. En 1914, en dépit d'une très forte émigration vers le Nouveau Monde la population germanophone de Russie était passée à 2 416 000 âmes. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale fit peser sur elle une menace mortelle et le slogan du combat contre « l'ennemi intérieur » fut lancé avec succès. Rien — ni l'inébranlable loyalisme de quelque 250 000 soldats d'ethnie allemande sous l'uniforme russe ni l'apport considérable des colonies à l'économie de guerre — ne put empêcher la promulgation de lois (fév. et décembre 1915) prévoyant l'expropriation pure et simple de toute la paysannerie allemande, lois qui commencèrent à recevoir un début d'exécution par la déportation en Sibérie de 150 000 paysans de Volhynie chassés de leurs logis en quelques heures. Seule « la chute de la monarchie empêcha la réalisation de ce projet barbare » affirme la Grande Encyclopédie soviétique de 1939. Chef de la fraction allemande des octobristes, à la Douma, le Professeur Karl Lindemann (1864-1926) — savant profondément attaché à la Russie qu'il aimait d'un vibrant amour et qui ne voyait pas là

contradiction avec la fidélité à son ethnie d'origine — convoqua une Assemblée générale de délégués de toutes les colonies allemandes, à Moscou, le 20 avril 1917. Il y fut décidé de les regrouper toutes en une association des Allemands de Russie fondant son autorité sur le groupe local. Dans la première moitié de 1918 l'effondrement généralisé de toute autorité centrale faisait un devoir aux dirigeants bolcheviks de chercher à restaurer un début de pouvoir centralisé effectif et lorsqu'ils s'avèrent impuissants à juguler les forces disruptives, les bolcheviks vont du moins chercher à les récupérer. La masse des paysans allemands était politiquement neutre et pendant qu'on palabrait dans toute la Russie, eux s'étaient remis si bien à la tâche que bien qu'eussent déjà commencé les incursions des gardes rouges avec leurs cortèges de « contributions », confiscations, réquisitions et que le régime du knout fût en train de s'instaurer, les emblavures qui avaient fortement diminué pendant la guerre remontèrent en 1918-1919, et alors que la famine s'installait déjà dans d'autres régions, le territoire germanophone de la Volga où on avait ensemencé 100 000 déciatines supplémentaires fut pendant la période dite du communisme de guerre le territoire nourricier par excellence dont dépendait l'approvisionnement de Moscou et de Pétrograd. Ernst Reuter le prédécesseur de Willy Brandt à la mairie de Berlin, un prisonnier de guerre converti au bolchevisme, fut le premier président de la « Commune Ouvrière » des Allemands de la Volga et tant qu'il fut là (jusqu'en nov. 18) il veilla jalousement à ce que dans le climat grandissant d'insécurité et de violence qui régnait, seuls des commandos de langue allemande soient envoyés dans les colonies et que soit respectée la loi en ce qui touchait à la quantité de semence devant rester entre les mains du paysan pour couvrir les besoins de sa famille en nourriture.

Après son départ, pressuré à l'extrême limite de ses forces par les continuelles réquisitions qui n'épargnaient même pas les semences indispensables, le territoire autrefois florissant et excédentaire fut en 1921 la proie d'une affreuse famine qui causa la mort d'au moins 160 000 personnes. De 1919 à 1921 une insurrection après l'autre éclata dans les colonies allemandes et si (sauf dans le nord du territoire) les paysans de la Volga ne bougèrent pas c'est que les inquiétantes rumeurs en provenance des colonies de la Mer Noire où se passaient de terribles choses les incitaient à redoubler de prudence et que pour briser la résistance des prétendus koulaks et « contre-révolutionnaires » (les deux termes étaient interchangeable) il ne fut bientôt plus question que de peine de mort, de knout et de travaux forcés.

Les colonies de la Volga qui comptaient 750 000 âmes avant 1914 n'en dénombrèrent plus que 250 000 en 1922. Le recensement soviétique de 1926 en fait apparaître 379 630 (sur un total de 1 193 210 personnes se réclamant de l'allemand comme langue maternelle). Le taux de natalité était avant 1914 un des plus forts du monde en tous points comparables à celui des Canadiens français (48/1000). La N.E.P. causa un regain d'activité dans tout le pays et marqua le début d'un essor économique extraordinaire permettant à la courageuse petite ethnie de donner sa mesure en multipliant les initiatives privées et collectives donnant l'occasion à la propagande communiste dans les pays germanophones de monter en épingle les brillantes réussites du « premier Etat socialiste allemand au monde », tandis que Staline proclamait pompeusement : « Ces gens là montrent au monde entier ce dont les industriels Allemands sont capables quand ils échappent au joug capitaliste ». De fait, élevé au rang de République Socialiste Soviétique Autonome en 1924, le nouvel Etat s'étendait sur 26 753 km² et englobait en 1926, 571 822 habitants dont 66 % étaient Allemands, 20 % Russes et 12 % Ukrainiens.

Noyau le plus solide du Deutschtum de Russie (le reste étant organisé en 17 districts nationaux jouissant d'une certaine autonomie culturelle) la R.S.S.A. de la Volga eut relativement moins à souffrir des événements que les autres communautés germanophones (Bessarabie, Mer Noire, Crimée), relativement car lors de la collectivisation forcée (1928/1929) des milliers de paysans dont on attendait une résistance ou qui se montraient rétifs à entrer dans les kolkhozes furent déportés individuellement ou avec leurs familles. Parmi les 70 000 forçats travaillant en 1931 dans les mines de houille de la région de Karaganda par exemple se trouvaient 6 000 Allemands de la Volga. Les arrestations d'innocents et les déportations ne cessèrent de se poursuivre et atteignirent leur point culminant lors de la Grande Terreur (1936/1938). C'est au cours de ces années que fut liquidée presque toute l'intelligentsia allemande : pasteurs, instituteurs, docteurs et fonctionnaires. Un recensement opéré en 1940 dans 340 communes de la Mer Noire et du Don faisait apparaître que sur 25 821 familles la mort avait privé 7 260 d'entre elles (soit près du tiers) de leur chef, mort en déportation. Tous ses paroissiens ont encore en mémoire le Pasteur Mölmann, un de leurs derniers prêtres, considéré comme un saint. Quand les hommes à veste de cuir du N.K.V.D. vinrent l'arrêter, ils jetèrent sa femme à la rue comme c'était de règle. Les villageois apeurés ne pouvaient rien pour elle et ils la virent errer pendant plusieurs semaines dans

les champs moissonnés avec ses deux petits, couchant à la belle étoile dans les meules. Elle commença à enterrer son plus jeune, puis vint son tour à elle. Quand au paysan plus courageux que les autres qui s'était risqué à conduire la petite survivante chez quelque parente éloignée, il fut cueilli à son retour et envoyé en Sibérie pour assistance à une « ennemie du peuple. » En 1941 pour justifier l'oukaze de Staline décrétant la déportation en Sibérie de toute la population allemande Ivan Serov chef du N.K.V.D. d'Ukraine eut recours à un stratagème diabolique en faisant sauter sur les villages des agents du N.K.V.D. déguisés en parachutistes de la Luftwaffe. En certains endroits seulement (car la terreur avait rendu les gens très circonspects) l'accueil enthousiaste d'une partie de la population servit de justification aux actions de représailles qui furent instantanées et terribles. Edward Crankshaw, le journaliste de *l'Observer*, qui se trouvait là, nous a décrit les circonstances terribles de la déportation du restant. Bien qu'ils fussent habitués au rude hiver russe c'est par milliers qu'ils moururent (de 30 à 40 000 pour la seule région de Tcheliabinsk où ils avaient été « débarqués » et avaient dû camper en rase campagne par des températures de 30 à 40° au-dessous de zéro. Séparées de leurs maris qui avaient été jetés dans la Troudarmia (camps d'esclaves nous dit l'Encyclopédie Judaica) et souvent même de leurs enfants, les femmes durent effectuer dans des conditions inhumaines à raison de 12 à 17 h. par jour au cœur des forêts enneigées — devant parcourir parfois 15-20 km. pour se rendre sur les lieux de leur travail — les travaux les plus rudes ainsi que dans les mines et sur les voies ferrées. La retraite précipitée des autorités soviétiques devant l'avance foudroyante de la Wehrmacht ne leur permit pas partout de mettre à exécution le plan de déportation des populations d'origine allemande. De 1941 à 1944 la Wehrmacht organisa le transport vers l'ouest d'environ 350 000 Volksdeutsche récupérés dans les zones qu'elle avait occupées. A peine installées — après, en bien des cas, 4-5 mois en voiture à cheval, sur les routes à travers la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne — dans leur nouvelle « Heimat » : en Poznanie dans des fermes dont les Polonais avaient été chassés ou dans des camps où elles attendaient qu'on leur assignât un lieu d'établissement, les malheureuses (car d'hommes il n'y en avait plus, la levée en masse d'octobre 1944 ayant raclé les gamins de 15-16 ans comme les sexagénaires) durent se joindre à l'immense flot de réfugiés qui fuyait devant l'Armée rouge victorieuse qui déferlait sur la Pologne en juillet 44 répandant la terreur par le cortège de viols et de massacres qu'elle laissait dans son sillage.

Reprises avec leurs petits enfants, qui en Prusse Orientale, qui en Poméranie ou dans le Brandebourg, ou impitoyablement livrées par les alliés, elles furent entassées dans des wagons à bestiaux roulant vers l'est et les survivants qui en sortaient après 7 à 8 semaines de voyage étaient acheminés plus morts que vifs dans des colonies pénitentiaires autour de Vorkouta, de Potma, d'Inta et jusqu'à la frontière de Chine.

L'oukaze du 13 décembre 1955 sur « l'abolition des restrictions dans la situation juridique des Allemands et de leurs familles se trouvant dans les colonies spéciales » (jusqu'à la plupart des « rapatriés qui n'avaient pas été torturés à mort à leur retour avaient été en bloc condamnés à 25 ans de travaux forcés et étaient sous le contrôle direct du N.K.V.D.) — après la visite du chancelier Adenauer à Moscou et deux ans après la mort de Staline — améliora quelque peu leur condition de parias et les membres dispersés d'une famille ou d'une même communauté cherchèrent à se regrouper ce qui engendra un nouveau mouvement de migration spontané car ils étaient le plus souvent séparés par des milliers de km. Tout ce qu'on sait à coup sûr de cet exode c'est qu'il s'accomplit dans une direction nord-sud, les ex-déportés s'efforçant de quitter les territoires polaires pour les centres industriels ou les régions agricoles plus au sud (sur les 2 millions d'Allemands soviétiques la moitié vit au Kazakhstan).

C'est seulement, dans la plupart des cas, à partir de 1956 qu'une lettre venait apprendre à une mère de famille vivant en Sibérie que son mari revenu de captivité alliée en 1948 vivait en R.F.A., ou à un père de famille incorporé dans l'Armée Rouge en 1941 que sa femme et ses enfants vivaient en Allemagne. Les Conférences Internationales des Croix-Rouges à Toronto, en 1952, puis à New-Delhi, en 1957, avaient expressément demandé aux gouvernements de favoriser la réunion des familles séparées par la guerre en attirant leur attention sur les grandes souffrances qui en résultaient. Ce n'est qu'au compte-goutte que les Soviétiques déférèrent à cette supplique humanitaire, n'autorisant que 3 351 personnes à sortir d'avril 1957 à juillet 1970 — nombre infime par rapport à la masse qui cherche à quitter l'U.R.S.S.

Entièrement lavés des accusations fallacieuses lancées contre eux par Staline (pour justifier leur déportation) par un Décret de Réhabilitation du Soviet Suprême en 1965 les Allemands soviétiques qui réunissent toutes les conditions pour avoir droit, au terme de la Loi, à leur propre territoire ont, à plusieurs reprises, envoyé des délégations à Mos-

cou en vue d'obtenir le rétablissement d'une République Autonome. Elles se virent toutes éconduites sous le prétexte que solidement implantés dans leurs nouveaux lieux de séjour, les Allemands y sont devenus indispensables à la vie économique. Mais dans ce refus les Allemands soviétiques noyés dans la masse des peuples parmi lesquels ils vivent et dispersés aux quatre vents, ne voient qu'un prétexte pour les mieux russifier en les privant d'une vie nationale propre. Ayant fait leurs comptes et trouvé que si un quart seulement des 2 millions postulaient leur départ, au train où vont les choses (environ 5 000 personnes autorisées à quitter par an) il faudrait 100 ans aux postulants pour sortir d'Union soviétique. Les Allemands semblent, en certains lieux, pris d'une panique collective compréhensible et ont, depuis 1971, encouragés par le courageux exemple des Juifs, multiplié les actes de désespoir, telle cette mère de famille, Ludmilla Oldenburger, qui s'enchaîna devant la foule à un réverbère du Kremlin avec ses enfants ; ce Willy Messerschmidt qui avec deux compagnons organisa une manifestation silencieuse dans une poste de Moscou arborant des pancartes portant : « Nous sommes Allemands et voulons retourner en Allemagne » ou cet Eric Abel déclarant calmement au Président du tribunal de Karaganda, en janvier 1974 : « Je n'ai rien contre le gouvernement soviétique, mais mon seul souhait est d'être autorisé à rejoindre ma patrie historique ».

Dans une interview accordée au journal socialiste allemand *Worwärts* en 1974, Sakharov, rappelait qu'il pouvait fournir la liste de 300 Allemands jetés dans les camps ou dans les asiles psychiatriques pour avoir commis le seul crime de réclamer l'application d'un des droits de l'homme fondamentaux prévu par l'article 12 de la Charte des Nations unies : « Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays y compris le sien ». Il ne craignait pas d'affirmer publiquement qu'« ils ont souffert au plus haut point des cruautés de la déportation, de la persécution, de la discrimination, de l'écrasement de leur culture et d'une constante humiliation du fait de leur nationalité ». Les Allemands soviétiques, notons-le, ne participent pas au mouvement de dissidence. Comment d'ailleurs le pourraient-ils sans courir au suicide ? Ils ne poursuivent aucun but politique, mais s'emploient uniquement à obtenir la reconnaissance de leurs droits, les droits d'une ethnie qui présente toutes les caractéristiques d'une petite nation.

Yves CARON.

**Le prochain numéro d'EST ET OUEST
paraîtra le Mardi 18 Juillet 1978**